

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

Règlement de consultation

RC 2025F01

Pouvoir adjudicateur

Commune de Pontonx sur l'Adour

Adresse : 50 place de l'Hôtel de Ville,
40465 Pontonx sur l'Adour

Téléphone : 05 58 57 20 13

Objet de la consultation

Acquisition d'une tondeuse neuve autoportée en crédit-bail avec reprise de l'ancien matériel.

Date limite de remise des offres

Date : 30 juin 2025

Heure : 12h

Table des matières

Table des matières

1. Objet et étendue du marché	3
1.1 Forme du marché	3
1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution- Délais de livraison.....	3
1.3 Nomenclature	3
2. Organisation de la consultation	3
2.1 Procédure de passation.....	3
2.2 Dispositions relatives aux groupements	4
2.3 Variantes libres	4
2.4 Variantes imposées	4
2.5 Modification de détail au dossier de consultation.....	4
2.6 Délai de validité des offres	5
2.7 Protection des données personnelles.....	5
3. Contenu du dossier de consultation.....	5
4. Retrait du dossier de consultation.....	5
5. Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 Éléments nécessaires à la présentation des candidatures :	6
5.1.1 Situation juridique	6
5.1.2 Capacité	6
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre.....	7
6. Jugement des offres, négociation et attribution du marché.....	7
6.1 Jugement des offres.....	7
6.2 Négociation	8
6.3 Attribution du marché	9
7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres	9
8. Renseignements complémentaires.....	10

1. Objet et étendue du marché

La consultation a pour objet : Acquisition d'une tondeuse neuve autoportée en location-bail avec reprise de l'ancien matériel.

Lieu d'exécution des prestations : Pontonx sur l'Adour.

1.1 Forme du marché

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

Les raisons du non allotissement de la consultation sont que les prestations ne permettent pas d'être dissociées.

Le présent marché ne fait pas non plus l'objet de bons de commande.

1.2 Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution- Délais de livraison

Le marché prend effet dès sa notification au titulaire et s'achève à la fin des délais de garantie du véhicule neuf.

Le délai de livraison contractuel sera celui sur lequel le candidat s'engage à l'acte d'engagement.

Il démarre à compter de la réception de la notification du marché et s'achève à la date effective de livraison des matériels sur site.

1.3 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal

16311100-9

Description

Tondeuse à gazon pour pelouse, parcs ou terrains de sport

2. Organisation de la consultation

2.1 Procédure de passation

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée avec négociation **éventuelle**, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

Si une négociation est engagée, cette dernière portera sur les points suivants :

Prix

Délais

Spécificités techniques

Le pouvoir adjudicateur procèdera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera les 3 candidats maximum avec lesquels il négociera.

Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

2.2 Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou obligatoirement à un groupement, dans le cas d'un crédit-bail (le fournisseur et repreneur ainsi que la banque seront titulaires du marché).

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ Oui

☐ Non

2.3 Variantes libres

Les variantes libres sur l'aspect technique, financier, ou encore sur la durée de garantie sont autorisées.

Ainsi, des variantes proposant des types de tondeuse différentes ou avec des outils différents pourront être présentées en variante.

De même, les variantes peuvent avoir pour objet la durée du bail ou de la garantie.

Les variantes devront être proposées avec l'offre de base et présenter au minimum les mêmes qualités techniques que l'offre de base.

Le défaut de réponse sur les variantes n'est en aucun cas éliminatoire.

Exigences minimales requises :

.

Modalités de présentation des variantes libres :

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

La proposition de variante(s) libre(s) sera présentée dans un acte d'engagement et un bordereau des prix distincts de ceux de la solution de base sur lequel sera indiqué qu'il s'agit d'une proposition de variante(s) libre(s).

Les candidats présenteront un dossier général variantes libres comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante libre limitée qu'ils proposent.

2.4 Variantes imposées

Il n'est pas prévu de variantes imposées.

2.5 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 3 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les

candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

2.7 Protection des données personnelles

Les éventuels traitements de données personnelles réalisés par l'acheteur lors de cette consultation sont réalisés conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi qu'au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD). Ils ont pour finalité d'assurer le bon déroulement de la procédure, de permettre à l'acheteur de procéder à l'analyse des candidatures et de communiquer avec les candidats. Ils sont fondés sur l'article 6.1.c) du RGPD et nécessaires au respect de l'article R. 2172-2 du Code de la commande publique auquel l'acheteur est soumis.

Les destinataires exclusifs de ces données à caractère personnel sont exclusivement les personnes en charge de la mise en oeuvre de la procédure. En aucun cas, l'acheteur ne peut communiquer ces données à des tiers.

Les données collectées lors de la procédure seront conservées pendant une période de 5 ans à compter de la date de signature du marché public consécutif à la procédure.

Les données contenues dans les offres du (des) titulaire(s) seront conservées pendant une durée de 10 ans à compter du solde du marché.

3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (A.E.)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier de clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe
- Le bordereau des prix unitaires (BPU).

4. Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

5. Présentation des candidatures et des offres

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

5.1 Éléments nécessaires à la présentation des candidatures :

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

5.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement

5.1.2 Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document

unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix unitaires,
- L'annexe au CCTP complétée
- Les fiches techniques des produits proposés et la notice détaillée de maintenance et d'entretien en langue française
- Les documents et renseignements nécessaires au jugement de l'offre tel que détaillé à l'article 6.1.1 du présent règlement de consultation (descriptif du SAV et des moyens matériels et humains, valeur environnementale du matériel proposé, analyse du coût global...) Ces renseignements pourront éventuellement être décrits sur un seul document.
- Le projet de contrat du crédit-bail proposé par l'organisme financeur,
- Projets avec variantes libres : à présenter dans le respect des modalités prévues à l'article 2.3 *Variantes libres* ci-dessus.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6. Jugement des offres, négociation et attribution du marché

6.1 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie au regard des critères pondérés suivants :

Critères	Pondération
Valeur technique de l'offre	50 %
Prix	40%
Performances en matière de protection de l'environnement	10 %

6.1.1 Valeur technique de l'offre :

Le classement des offres s'effectuera proportionnellement à la proposition et suivant la

réponse technique du candidat notée sur 50 points (voir encadré ci-dessous) :

La valeur technique comprend quatre sous critères :

- Capacité technique du matériel : notée sur 25 points
- Qualité du service après vente : notée sur 10 points
- Délais de livraison du matériel : notés sur 10 points
- Durée de garantie : notée sur 5 points

$50 \times \frac{\text{Note obtenue par le candidat (1)}}{\text{Note attribuée à la meilleure offre}} = \text{Note attribuée au candidat}$

(1) à partir de l'analyse technique

6.1.2 Prix des prestations :

L'analyse du prix des prestations est notée sur 40 points et décomposée de la manière suivante :

- Prix de l'investissement : noté sur 37 points calculés de la manière suivante :

37x
$$\frac{\text{prix d'achat de la tondeuse neuve} - \text{prix de reprise de l'ancien matériel proposés par la meilleure offre}}{\text{prix d'achat de la tondeuse neuve} - \text{prix de reprise de l'ancien matériel proposés par le candidat}}$$

- Prix des pièces d'entretien courant et de la main d'œuvre : noté sur 3 points

6.1.3. Performances en matière de protection de l'environnement:

Le classement des offres s'effectuera proportionnellement à la proposition et suivant la réponse technique du candidat notée sur 10 points (voir encadré ci-dessous) :

La valeur technique comprend trois sous critères :

- consommation : notée sur 5 points
- Emissions sonores: notées sur 2,5 points
- Emissions de Co2: notées sur 2,5 points

$10 \times \frac{\text{Note obtenue par le candidat (1)}}{\text{Note attribuée à la meilleure offre}} = \text{Note attribuée au candidat}$

(1) à partir de l'analyse technique

6.2 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier.

Si une négociation est engagée cela sera réalisée dans les conditions définies à l'article 2.1 du présent règlement de consultation.

Le pouvoir adjudicateur écartera les offres inappropriées, et procédera à une sélection, après un premier classement opéré sur la base des critères définis ci-dessus, de 3 candidats maximum qui seront éventuellement admis à négocier. Après négociation éventuelle avec ces candidats (sauf insuffisance de candidats), le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

6.3 Attribution du marché

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 3 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le marché sera signé soit de manière manuscrite, soit à l'aide d'une signature électronique conforme à la réglementation en vigueur.

Pour rappel : la signature manuscrite scannée ne vaut pas signature électronique.

7. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La transmission des documents par voie électronique ne peut être réalisée qu'à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr>

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Copie de sauvegarde :

Les candidats peuvent également transmettre une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre sous format papier ou sur support électronique (clef USB) et à l'adresse postale indiquée ci-après (en application de l'article R 2151-6 du Code de la commande publique et des articles R 4132-7 et suivants relatifs à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics formalisés).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « Copie de sauvegarde ». L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer. Elle ne sera ouverte que si un programme informatique malveillant est détecté ou si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par l'entité adjudicatrice s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Monsieur le Maire de Pontonx sur l'Adour
Adresse : 50 Place de l'Hôtel de Ville - 40465 Pontonx sur l'Adour
Candidature/Offre pour : Tondeuse autoportée
Entreprise :

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat ou le soumissionnaire a également la possibilité de transmettre leur copie de sauvegarde par voie électronique. Il dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix à condition qu'il respecte les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, l'outil informe l'acheteur de la mise à disposition d'une copie de sauvegarde et lui indique les modalités de récupération. L'acheteur utilise l'outil retenu pour récupérer la copie de sauvegarde.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription, d'identification sur la solution technique envisagée.

Les copies de sauvegarde qui seraient déposées après la date et l'heure limites fixées à la page 1 du présent règlement de consultation, ainsi que celles remises sous enveloppe non cachetée (pour les remises par voie papier), ne seront pas retenues.

8. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande :

- De manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://demat-ampa.fr>

Seules les demandes adressées au moins 5 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 2 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés

Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article *Conditions d'envoi et de remise des candidatures et/ou des offres* du présent document.